



## Press Review – September 2011

### French press Part 5

- *Libération*, « Pour une protection sociale mondiale », lundi 26 septembre 2011
- *La Croix*, « L'Art d'ignorer les pauvres », mercredi 28 septembre 2011
- *L'Humanité*, « Le prix de la cohésion sociale », jeudi 29 septembre 2011
- *La Croix*, « Pierre Rosanvallon : Retrouver le sens de l'égalité démocratique », vendredi 30 septembre 2011

# Pour une protection sociale mondiale

Par **MARTIN HIRSCH** Membre de la commission Bachelet, **PIERRE SALIGNON** Directeur général de Médecins du monde et **JEAN-LOUIS VIELAJUS** Président de Coordination SUD (solidarité urgence développement)

Faut-il sacrifier la protection sociale sur l'autel de la crise? Ce que nous proposons aux dirigeants du G20, c'est l'inverse. Et le rapport Bachelet, élaboré sous l'égide des organisations de l'ONU par une commission présidée par l'ancienne présidente du Chili, le démontre: la protection sociale est d'autant plus nécessaire parce qu'il y a crise et parce qu'elle contribue à prévenir la répétition des crises et ses tragédies humaines. Il ne s'agit pas d'une pétition de principe ou d'une bluette pour doux rêveurs. Mais d'une position étayée par une analyse économique, sociale et politique et partagée par des personnalités exerçant ou ayant exercé des responsabilités en Chine, en Inde, en Afrique du Sud, en Europe et dans les organisations internationales, confirmée par le travail des ONG sur le terrain. L'originalité du rapport Bachelet, plaidoyer pour un socle universel de protection sociale, repose sur trois solides piliers.

D'abord, il rompt avec l'idée que la protection sociale est un poids mort pour l'économie. La santé a un coût? Certes. Mais le rapport analyse ces programmes qui ont démontré que la productivité et les salaires de ceux qui ont bénéficié de programmes sanitaires adaptés étaient significativement plus élevés.

Traiter des enfants, en Afrique, contre les parasites intestinaux coûte moins d'un demi-dollar par an et

par personne et réduit drastiquement l'absentéisme scolaire. A terme, et ceci est démontré, ce sont des salaires de 20% plus élevés et un retour sur investissement garanti.

La gratuité des soins au Niger, pour les femmes enceintes et les enfants, que Médecins du monde a accompagnée et évaluée a permis de multiplier par deux le nombre de femmes enceintes suivies et a eu un impact indéniable sur la santé de ces populations. Ensuite, il casse l'approche traditionnelle selon laquelle la protection sociale serait un luxe de pays développés, inaccessible aux pays pauvres, pénalisant pour la croissance des pays émergents.

Le taux de croissance du Brésil n'a rien à envier à celui de la Chine, ce qui n'a pas empêché Lula d'étendre «Bolsa Família» à 40 millions de Brésiliens – des allocations familiales conditionnées à une bonne prévention sanitaire et à la scolarisation des enfants. En consacrant un demi-point de richesse nationale à ce programme, il a réduit de 22 millions le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Il ne faut pas s'enrichir pour se protéger. Il faut protéger la population contre les risques pour que la croissance soit dynamique, saine, durable et équitable.

La Thaïlande est moins riche que les Etats-Unis, mais la couverture maladie y est plus satisfaisante! Il est parfois trop tard, mais il n'est jamais trop tôt pour la protection sociale et singulièrement l'accès aux soins des plus démunis.

Enfin, il est le premier rapport à sortir la protection sociale des enjeux strictement nationaux pour en faire un vrai sujet international. Il montre une convergence d'intérêts possible entre des pays que souvent tout oppose. Les pays émergents, à commencer par la Chine et l'Inde, vont faire face à des bouleversements démographiques – vieillissement, urbanisation – qui ne leur permettront pas de résister à un accroissement des inégalités. En vingt ans, la Chine

vieillira plus vite que la France au cours du siècle écoulé! C'est à marche forcée qu'elle doit construire un système de retraites. L'assurance maladie progresse en Chine. Mais 60% des dépenses de santé restent à la charge des malades. Il y a peu, c'était 80%. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) montre que lorsque le paiement direct par les patients représente plus de 15% des dépenses totales de santé, il existe un risque important de catastrophe financière pour la population. Ce «reste à charge» est bien supérieur dans la plupart des pays, y compris pour certains patients en France.

Les pays les plus pauvres ont besoin d'un soutien de la communauté internationale, et non pas d'injonctions contradictoires: comment construire un système de santé et de lutte contre la pauvreté, que les experts du développement leur recommandent, si les bailleurs leur imposent de réduire les dépenses publiques? Les programmes contre le sida, le paludisme et la tuberculose ont montré que communauté internationale, gouvernements et donateurs privés savaient se mobiliser quand la volonté était là. Mais combien de programmes de vaccination, de prévention sont stoppés faute de moyens?

Et nos pays, ces vieux pays longtemps riches, ont un choix relativement simple: l'alignement vers le bas, c'est-à-dire le démantèlement de notre sécurité

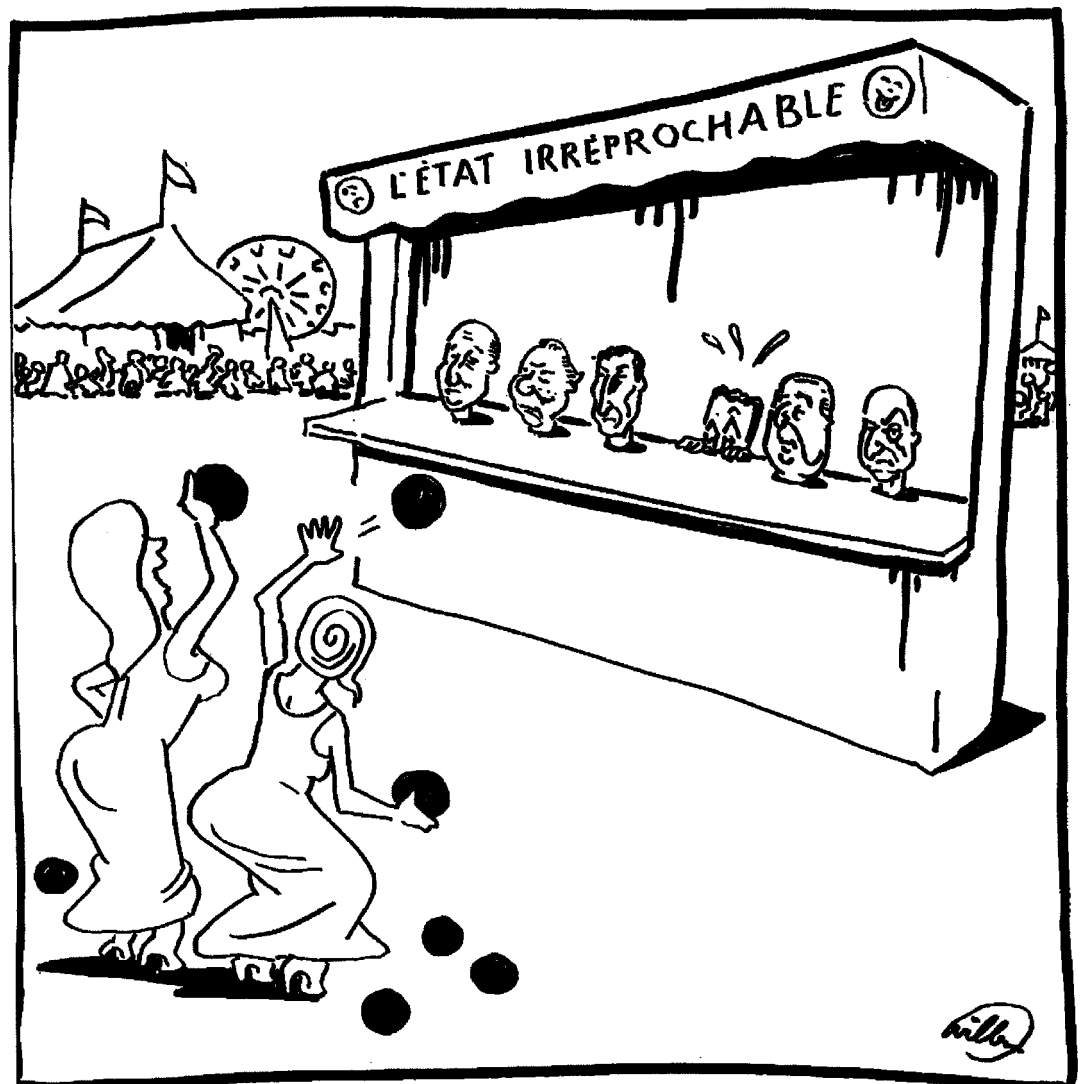
sociale dans une course vaine contre les délocalisations ou l'augmentation générale de la protection sociale dans le monde. N'oublions jamais que la pauvreté dans nos pays est étroitement liée à la manière dont se traite la pauvreté des pays pauvres. Il ne s'agit pas de choisir entre deux priorités ici ou là-bas, mais de prendre à bras-le-corps un seul et même sujet! Sans socle de protection sociale, nous pouvons dire adieu aux ambitieux Objectifs du millénaire adoptés par l'ONU en 2000. Adieu à la lutte contre les pandémies. Adieu à la réduction de la pauvreté. Adieu à de meilleurs équilibres migratoires. Et puis adieu à notre propre sécurité sociale. Il ne s'agit pas d'une question financière mais bien d'une volonté politique des pays du Nord comme de ceux du Sud.

Lors du G20, présidé par la France, les vingt chefs d'Etat qui gouvernent sur 90% de la richesse planétaire ont l'occasion unique de faire de ce sujet un grand chantier d'un XXI<sup>e</sup> siècle en crise. On connaît déjà les obstacles qui se dresseront sur la route. Ils se nomment scepticisme, égoïsme, court-termisme. Sans mobilisation et soutien de l'opinion publique, les dirigeants resteront sourds à cette nécessité et l'indifférence tuera.

*A paraître: «Sécu: objectif monde. Le défi universel de la protection sociale» de Martin Hirsch (le 5 octobre chez Stock).*

**Il ne faut pas s'enrichir pour se protéger. Il faut protéger la population contre les risques pour que la croissance soit dynamique, saine, durable et équitable.**

L'ŒIL DE WILLEM





La Croix, no. 39084

Autrement dit, mercredi 28 septembre 2011

À lire

### L'Art d'ignorer les pauvres

de John Kenneth Galbraith Les liens qui libèrent, 78 p., 6 €

LACUBE Nathalie

À l'approche de l'élection présidentielle, une nouvelle collection engagée redonne des arguments pour nourrir les débats de société. Sur la question de la pauvreté dans les pays riches, un court texte de l'Américain John Kenneth Galbraith (1908-2006) fait le point sur « le processus par lequel nous avons entrepris de nous épargner toute mauvaise conscience ». Écrit en 1985 pour la revue américaine Harper's Magazine, durant les années où triomphait le libéralisme et se creusaient les **inégalités**, republié en 2005 par le mensuel Le Monde diplomatique, L'Art d'ignorer les pauvres rappelle les différents courants de pensée, parés d'une apparente rationalité, visant à « justifier » l'existence des déshérités, et l'absence de mesures pour les sortir de la misère.

La liste est effrayante : on y trouve des théories pseudo-religieuses (« Ils seront récompensés dans l'au-delà, c'est dans la Bible ! »), pseudo-biologiques (« Il est normal qu'une sélection naturelle s'exerce sur ceux qui n'ont pas les moyens d'éduquer leurs enfants »), et pseudo-économiques (« Toute aide publique aux pauvres fait obstacle au fonctionnement efficace de l'économie »). La pauvreté fait trop souvent l'objet d'un « déni psychologique », conclut l'auteur, ce qui permet aux gouvernements d'échapper à leurs responsabilités, et d'encourager le capitalisme libéral sans corriger ses excès.

Galbraith est l'économiste le plus lu du XXe siècle. On comprend pourquoi en lisant cet essai brillant, auquel l'éditeur a ajouté deux contributions. D'abord, un texte de Laurent Cordonnier, économiste à l'Université de Lille-I sur « les économistes en guerre contre les chômeurs », soulignant l'inexistence de la politique sociale européenne, en dépit des engagements. Ensuite, un document classique, Du bon usage du capitalisme, de l'auteur des Voyages de Gulliver, Jonathan Swift (1667-1745). Écrit pendant la grande famine irlandaise, ce pamphlet suggère de manger les enfants pauvres d'Irlande qui, de toute façon, mourront de misère ou deviendront mendiants et voleurs et qui pourront, en étant servis à table, « participer à la richesse commune ». Provocateur et choquant, ce texte montre que les « Indignés » ne sont pas nés d'hier.

© 2011 la Croix. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20110928-LC-assignment\_91861

**PUBLI-C** news-20110928-LC-assignment\_91861

Ce certificat est émis à **FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2011-09-30**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

## Le prix de la cohésion sociale

Yves Housson

### **Dans une société minée par l'individualisme, les **inégalités**, les Français comptent d'abord sur les pouvoirs publics pour renforcer la cohésion, montre une étude du Crédoc.**

Cohésion sociale, l'expression revient régulièrement dans le débat public. Mais que recouvre-t-elle ? Le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) a posé la question dans le cadre d'une enquête auprès de 2 000 personnes, pour le compte des pouvoirs publics et présentée hier devant l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis). Premier constat, la formule renvoie d'abord à la qualité des relations entre les citoyens : l'idée de cohésion sociale est associée à celle de « vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit » (19 % des réponses), puis à la solidarité et l'entraide (18 %). Mais elle revêt aussi une dimension économique : il s'agit de mieux « partager les richesses » (14 %) et d'assurer « des conditions de vie décentes à tous ».

À l'aune de cette conception, la perception qu'ont nos concitoyens de l'état de la société n'est pas brillante : plus de huit sur dix jugent la cohésion sociale « actuellement pas forte ». Principales sources de fragilité citées : l'individualisme (dans son acception la plus courante, négative : égoïsme, repli sur soi) pour 31 % des sondés, mais aussi les discriminations, et les conditions matérielles d'existence, chômage, pauvreté... La vision dominante, souligne le Crédoc, et ce « depuis au moins vingt ans », est celle d'un pays où « les **inégalités** se creusent de plus en plus » (86 % des réponses). Une minorité seulement (38 %) pense que la société offre à chacun « la place qu'il mérite ».

Ce tableau sombre doit toutefois être nuancé. Si l'individualisme est incriminé, si près d'une personne sur deux déclare se sentir « parfois » ou « souvent » seule, le lien social demeure vivace : selon l'enquête, 86 % des Français rencontrent régulièrement des membres de leur famille, 78 % invitent des amis chez eux au moins une fois par mois, et 45 % participent à la vie associative.

Comment renforcer une cohésion sociale menacée ? Les Français comptent surtout (à 65 %) sur l'action des pouvoirs publics (État, mairies, services sociaux et publics, départements, régions), seuls 19 % s'en remettant aux habitants eux-mêmes, 6 % aux familles. Des pouvoirs publics dont ils attendent, par priorités, qu'ils « assurent à tous la possibilité d'accéder à un emploi » (53 %), de « bien se loger » (37 %) et « une éducation de qualité ». Car s'ils donnent une large place aux initiatives individuelles pour réaliser la cohésion, nos concitoyens misent tout autant sur le rôle des structures collectives (école et protection sociale en tête).

© 2011 l'Humanité. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20110929-HU-107647

**PUBLI-C** news-20110929-HU-107647

Ce certificat est émis à **FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2011-09-30**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



La Croix, no. 39086

Forum et débats, vendredi 30 septembre 2011

## **ENTRETIEN: Pierre Rosanvallon, historien, professeur au Collège de France. « Retrouver le sens de l'égalité démocratique »**

Le fondateur de la République des idées analyse une forme de résignation à la montée des **inégalités**. Il plaide pour une refondation du thème de l'égalité à partir d'une réflexion sur le vivre-ensemble. REPERES. Penser la démocratie.

GORCE Bernard

Dans votre dernier livre, *La Société des égaux*, vous retracez une histoire de l'idée d'égalité. Comment situer le moment que nous connaissons qui se traduit par une remise en cause de l'État providence ?

PIERRE ROSANVALLON : Une rupture avec le capitalisme sauvage s'était opérée au tournant du XIXe siècle. Elle s'était traduite par la mise en place d'un impôt progressif sur le revenu, de l'assurance-maladie, des lois sociales ou encore d'un salaire minimal. Ces mécanismes permirent une réduction des écarts de niveau de vie dans les sociétés occidentales. On observe à partir des années 1980 un grand retournement en la matière avec une délégitimation de l'impôt, l'effilochement de la conscience d'une dette sociale entre les individus. Dans les années 1970, l'écart entre les salaires dans les entreprises du CAC 40 était de 1 à 40. Il est maintenant de 1 à 400 ! On assiste à une explosion par le haut des **inégalités** qui s'accompagne paradoxalement d'un consentement tacite aux mécanismes qui produisent ces **inégalités**.

Quel lien établissez-vous entre le contexte qui permet l'entrée dans la société de redistribution et celui qui pousse à en sortir ?

P. R. : L'État providence a d'abord été le fruit de la pression du mouvement ouvrier naissant qui a fait émerger un réformisme de la peur. À la fin du XIXe siècle, les gouvernements conservateurs qui redoutaient la révolution ont consenti à des réformes fiscales et sociales. Avec la révolution russe de 1917, la crainte du communisme sera plus incitative. Le deuxième facteur historique tient aux épreuves des guerres mondiales. L'esprit des tranchées puis celui de la Résistance ont forgé ce sentiment d'appartenance à un même monde. La chute du communisme et la fin des grandes épreuves partagées expliquent l'accommodement contemporain de la société avec la montée des **inégalités**. Évoquons aussi les transformations du capitalisme qui, durant les Trente Glorieuses, reposait sur une forme d'identification de l'individu au collectif.

À ce capitalisme d'organisation, dans lequel l'écart des rémunérations était limité, a succédé un capitalisme d'innovation qui valorise l'individu et repose sur sa prise d'initiatives. Le critère de compétence prend le pas sur celui de la qualification.

Ce que vous décrivez, n'est-ce pas tout simplement la montée en puissance de l'individualisme ?

P. R. : L'individualisme n'est pas une nouveauté. En revanche, c'est la façon d'être individu qui a changé. La Révolution française avait valorisé un individualisme universalisant, qui tendait à promouvoir une égalité de tous devant la loi. Cela correspondait à l'idée de « société des semblables » chère à Tocqueville. Aujourd'hui s'exprime un individualisme de la singularité. Les artistes romantiques avaient, les premiers, envisagé la construction de soi comme de distinction, redoutant que la similarité mène au conformisme. Mais ils le faisaient sur un mode « aristocratique ». Aujourd'hui cet individualisme de la distinction s'est démocratisé. Tout le monde veut être à la fois quelconque - être traité sur un pied d'égalité - et quelqu'un - être reconnu dans sa spécificité.

Dans ce contexte, peut-on se contenter de réparer l'État providence pour promouvoir l'idéal d'égalité ?

P. R. : On ne peut se contenter d'un réformisme de la dépense. Il faut d'abord réapprendre à faire société, retrouver le sens fondateur de l'égalité démocratique, conçue sur le registre de la relation sociale. Les révolutions française et américaine n'ont pas d'abord pensé à réduire les revenus mais à créer une société d'égalité de dignité, où chacun avait sa place. On a trop perdu de vue cette dimension pour ne considérer que les aspects économiques. Je développe en ce sens dans mon livre le thème de la communalité. Alors que notre société est gangrenée par les séparatismes et le développement des ghettos, il faut recréer de la communalité, placer la politique de la ville au centre d'un projet politique. Sous la Révolution française, Sieyès disait : « La politique commence avec les trottoirs

et les places publiques. »

Pour refonder l'idée d'égalité, vous proposez trois thèmes : la communalité, la singularité et la réciprocité. Qu'entendez-vous par réciprocité ?

P. R. : Tous les sondages montrent que les Français sont prêts à s'impliquer d'avantage vis-à-vis des autres s'ils ont le sentiment que chacun joue le jeu. Or on constate que l'effort fiscal des PME est bien supérieur à celui des grands groupes. On voit se développer la fraude et la corruption. La réciprocité est ce qui produit la confiance. Si le vivre-ensemble se dissout, c'est la société de défiance qui triomphe. J'estime ainsi qu'il serait essentiel de créer un Observatoire national de la réciprocité.

Avec la mondialisation, la réalité de sociétés plus métissées ne rend-elle pas l'égalité moins facile à réaliser ?

P. R. : Les sociologues disent que l'égalité est amie de l'homogénéité. Les pays scandinaves ont ainsi été les champions de l'égalité. Toute la question est de savoir quelle homogénéité nous voulons. Soit elle est donnée « naturellement », soit elle est à construire. Je pense que les mouvements de migrations sont tels que la seconde conception s'impose. La démocratie grecque est née en rupture avec un modèle archaïque dominé par la tradition. Le développement des ports et du commerce ouvrait ce pays sur le monde. C'est la discussion sur les fondements du commun qui a alors permis de faire vivre ensemble des gens très différents. Le même défi s'ouvre à nous. La démocratie est la culture de la production, par la discussion, d'un espace collectif. Si on ne s'engage pas dans cette voie, on verra se multiplier les mouvements de sécession et les replis communautaires ; et les **inégalités** continuer de s'accroître.


REPERES Penser la démocratie

Né en 1948 à Blois, cet historien fut l'un des penseurs de la « deuxième gauche ». Il crée en 1982 avec François Furet la Fondation Saint-Simon puis il fonde en 2002 La République des idées, un atelier intellectuel pour « refonder une nouvelle critique sociale ». Il occupe depuis 2001 la chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique au Collège de France.

La Société des égaux, Éditions du Seuil, 430 p., 22,50 €. Sorti début septembre, il se classe parmi les meilleures ventes. L'auteur retrace une histoire de deux siècles de débats sur l'égalité et jette les bases philosophiques d'une refondation de cet idéal.

© 2011 la Croix. Tous droits réservés.

Numéro de document : news-20110930-LC-assignment\_92215

 news-20110930-LC-assignment\_92215

Ce certificat est émis à **FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2011-09-30**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.